



**Blocage des rémunérations, casse du statut, suppressions d'emplois, aggravation des conditions de travail, 3 jours de carence, NRP 2 parisien :  
TROP C'EST TROP !**

**STOP ! TOUS ET TOUTES EN GRÈVE ET A RÉAUMUR LE 26 NOVEMBRE !**

Depuis 7 ans, Emmanuel Macron a augmenté la dette de l'État de 1 000 milliards d'euros en multipliant les cadeaux aux plus riches et aux plus grandes entreprises, ce qui ne les empêche pas de toujours licencier à l'image de Sanofi, Michelin ou Auchan pourtant gavés d'argent public ! À quand les contrôles et contreparties à ces aides ? Le monde du travail, lui, est mis au régime sec : une nouvelle réforme des retraites reculant l'âge de départ à 64 ans, 3 réformes de l'assurance chômage, les réformes du Code du travail et de la fonction publique pour liquider les droits et garanties des salarié.e.s du privé comme du public, l'austérité salariale. Cette politique injuste et ruineuse est aussi un désastre du point de vue économique et social !

Les travailleur.se.s ne sont pas responsables de la dette, les plus riches doivent contribuer à la hauteur de leur fortune. C'est à eux de payer pleinement ce qu'ils doivent ! Nous sommes bien placé.es pour affirmer qu'ils en ont les moyens !

Nous le réaffirmons : Non, les fonctionnaires ne sont pas des feignants ! Elles et ils ont su prouver leur efficacité et disponibilité en cas de crise sanitaire ou de catastrophe climatique ! Pour autant depuis 2010, notre pouvoir d'achat a déjà baissé de 18 % et le gouvernement veut non seulement continuer à geler nos salaires mais aussi nous imposer 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie et de baisser de 10 % l'indemnisation. Comme si nous faisons le choix d'être malades !

Mais ce n'est pas tout : il s'agirait de supprimer un nouveau jour férié au nom de la solidarité (pour qui, les actionnaires?) au nom de la sacro-sainte équation libérale qui prétend que « travailler plus crée de l'emploi » ! Et comme la DGFIP est toujours une élève modèle, voilà que la Direction Générale nous annonce la suppression de la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat).

C'est dans ce contexte pour le moins morose que notre directrice régionale vient de nous annoncer l'engagement d'un **nouveau plan « NRP » (Nouveau Réseau de Proximité) NRP2**, qui doit s'étaler de 2024 à 2028. alors même que le plan « NRP1 » n'est pas encore achevé. Ce NRP2 prévoit la fermeture sèche de deux nouveaux sites : Argonne et Malakoff. Il entérine parallèlement une fermeture du site de Tolbiac en renonçant à la nouvelle implantation prévue initialement en contrepartie dans le 13<sup>e</sup> arrondissement. Et la direction ne s'arrête pas là : elle densifie et restructure les services dans tous les sens à Paganini, Sand, Uzès, Reims, Moulin Vert, Beuret, NDV, Paradis, Londres et St Sulpice.

Notre Directrice Régionale elle non plus, n'a manifestement pas entendu le message des électeurs du 7 juillet dernier demandant plus de service public ? Ce plan va totalement à l'encontre de cette demande et crée des conditions d'accueil inadmissibles pour les usager.es.

Et, alors que le projet de loi de finances prévoit 550 suppressions d'emplois à la DGFIP (mais cela ferait 730 pour le réseau, car il y aurait des créations en Centrale) combien pour Paris ? 150 ? 200 ? Alors pour pallier ces manques criants de personnels, la direction utilise de mauvaises réponses, création de blocs « dysfonctionnels » et fermeture des accueils notamment.

**TROP C'EST TROP ! NOUS NE POUVONS PLUS SUPPORTER CES ATTAQUES CONTRE NOTRE SERVICE PUBLIC, CES NOUVELLES FERMETURES DE SITES, NI LA DÉTÉRIORATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les organisations syndicales Solidaires Finances publiques Paris, CGT Finances publiques Paris et FO-DGFIP75 appellent tou.tes les agent.es de la DRFIP à venir débattre dans les HMI et à se mettre en

**Grève le mardi 26 novembre 2024 et à les rejoindre à 9h à Réaumur**

**jour du CSAL de présentation du NRP2,  
pour exprimer leur colère à la direction et le refus de ce NRP2 !**